

# Fiche pays : Le Salvador

8 août 2024



Le Salvador est le plus petit pays de l'isthme centraméricain du continent, avec une superficie de 21 041 km<sup>2</sup><sup>1</sup>. Pourtant, ce petit territoire compte 6,33 millions d'habitants<sup>2</sup>, engendrant certains problèmes sécuritaires. Son placement géographique ne lui fait partager des frontières qu'avec deux pays, le Guatemala et le Honduras, tous deux plus ou moins instables. De plus, le pays entre dans le corridor de migration entre l'Amérique latine et l'Amérique du Nord, ce qui engendre plus d'instabilité dans la région. Au vu de ses caractéristiques géographiques et historiques, le Salvador doit faire face à des problématiques endémiques lourdes, ce que s'efforce de faire son gouvernement actuel au mépris même parfois de sa constitution.

## Contexte historique

Pendant plus de deux millénaires, la tribu indigène des Mayas a occupé le territoire du Salvador. On peut citer quelques villes importantes comme Chalchuapa, ainsi que les sites archéologiques des cités de Tazumal et San Andrés. Avant l'arrivée des colons, le centre-ouest était occupé par les Pipils, tribus qui vient du Mexique, notamment des Aztèques et des Toltèques avec Cuzcatlan comme capitale. A l'est, on trouvait les Lencas et au nord, les Chortis originaires des Mayas.

Le premier européen à voir la côte du Salvador fut l'espagnol Gil Gonzales Davila

en 1522. Ce n'est toutefois qu'en 1524 qu'Hernan Cortes envoie son lieutenant Pedro de Alvarado pour le Guatemala, conquérant le Salvador en descendant jusqu'aux Pipils. En 1525, son frère, Gonzalo de Alvarado, fonde la ville de San Salvador qui sera reconstruite en 1528 à la suite de sa destruction. San Salvador obtient son statut officiel de ville en 1546 grâce à Charles Quint.

Le territoire est intégré à la capitainerie générale du Guatemala en 1540, qui regroupe ces derniers avec le Nicaragua, Belize, le Honduras, le Costa Rica et la province mexicaine de Chiapas. Ce faisant, le Salvador fait partie de la vice-royauté de la Nouvelle-Espagne de 1535 à 1821.

Les pillages des richesses indigènes et l'esclavage des populations pour le compte des colons s'ajoute au mécontentement qui s'élève chez les populations créoles contre le monopole des Espagnols qui conditionne le commerce extérieur aux seules relations avec la couronne espagnole. Ainsi le 5 novembre 1811 « El primer grito de independencia »<sup>3</sup> retentit à San Salvador. Ce mouvement ne prendra pas et sera réprimé pacifiquement. En 1813, l'élection de plusieurs indépendantistes au Conseil municipal entraîne une nouvelle insurrection le 24 janvier 1814, réprimée bien plus durement. Ces deux mouvements, additionnés à l'indépendance du Mexique le 24 août 1821, mènent au 15 septembre 1821 à la signature de l'acte d'indépendance de l'Amérique centrale à Guatemala City. Les parties nouvellement indépendantes de la capitainerie se laissent diriger par le Mexique sous le commandement d'Agustin de Iturbide. Ce n'est qu'en 1823, avec la fin du règne d'Iturbide, que sont proclamées « les Provinces-Unies d'Amérique centrale ».

Cette union se désagrège avec les indépendances des différents pays. L'Assemblée du Salvador proclame officiellement l'indépendance et la souveraineté de l'État le 2 février 1841. S'en suit une instabilité politique due à l'opposition entre les libéraux et les conservateurs qui va aboutir à des conflits armés et une guerre civile.

En 1913, l'État prend officiellement son nom de « República de El Salvador » et reste neutre pendant la 1<sup>ère</sup> Guerre mondiale. En 1931, Arturo Araujo, candidat du parti socialiste, devient président, mais seulement six mois plus tard un coup d'État le retire du pouvoir. S'en suit une longue période de dictature militaire anti-communiste qui se targue d'avoir comme alliés les États-Unis alors en guerre contre le communisme, mouvement qui va être interdit en 1962. L'année 1979

voit le début d'une guerre civile entre le « terrorisme » de gauche (FMLN Front Forabundo Marti de Libération Nationale) et la répression de la milice d'extrême-droite « les escadrons de la mort ».

Finalement, un accord de paix sous l'égide de l'ONU est signé le 16 janvier 1992.

## Économie

Malgré son placement parmi les plus grands producteurs de café au monde, le Salvador est bénéficiaire de soutiens financiers importants d'organismes internationaux car il n'a pas les moyens de subvenir aux besoins primordiaux de sa population. Les infrastructures manquent cruellement, les services publics ne sont pas tous fonctionnels et sont inéquitablement répartis, il y a des problèmes de famine et de santé publique et les problèmes sociaux s'ajoutent au fur et à mesure. D'ailleurs, le taux d'analphabétisme est très élevé, un des plus haut en Amérique latine.<sup>4</sup>

Cependant, le Salvador peut compter sur ses nombreux accords de libre-échange, ainsi que sur les secteurs du tourisme et de l'agriculture qui sont les plus rentables.

Une des caractéristiques du Salvador est qu'il détient deux monnaies officielles, le dollar américain, mais aussi le bitcoin qu'il a reconnu le 7 septembre 2021<sup>5</sup>. C'est le premier État à faire cela, ce qui lui permet de faire parler de lui et d'avancer selon la ligne directrice de l'ouverture aux investissements privés pour développer le pays et ses infrastructures. Il y a notamment le projet de « Surf City »<sup>6</sup> qui entend améliorer les plages pour les rendre plus attractives. Seulement la reconnaissance du Bitcoin comme monnaie officielle déplaît aux institutions internationales car il n'a aucune valeur sociale, ne passant pas par des institutions bancaires traditionnelles. Cependant, le dollar comme monnaie officielle rend dépendant le Salvador aux prix du dollar sur le marché et ses taux d'intérêts internes suivent ceux des États-Unis.

## Systeme politique

La République du Salvador fonctionne avec un régime présidentiel et une

alternance politique entre la droite conservatrice (ARENA) et la gauche (FMLN). L'élection le 1er juin 2019 du président Nayib Bukele de centre-droit (Nuevas Ideas), rompt cette alternance. Sa ligne directrice est la lutte contre l'insécurité. En effet, le Salvador était un des pays les plus dangereux et violents au monde. En 2022, l'État passe en état d'exception<sup>7</sup>, encore d'actualité en 2024, ce qui permet des arrestations facilitées. Les droits suspendus sont : la liberté d'association et de réunion, la confidentialité des communications, la justification des arrestations et la présentation devant un juge passe de 72h à 15 jours. Les conséquences de cette politique dure sont qu'en 2023 le Salvador devient le pays le plus sûr en passant à 2,4 homicides pour 100 000 habitants contre 105 pour 100 000 habitants en 2015<sup>8</sup>. Une partie de la population semble apprécier de prime abord ces mesures fortes mais qui sécurisent concrètement leur quotidien, quand d'autres s'inquiètent de la concentration des pouvoirs autour du président dans un basculement vers une dictature. La décision du président Bukele de se présenter pour un second mandat appuie le sentiment d'inquiétude vis-à-vis de la pérennité de la démocratie au Salvador car il est spécifié à l'article 154 de la Loi fondamentale qu'il est interdit de se présenter une seconde fois. Le président Bukele a alors fait irruption à l'Assemblée législative, accompagné de soldats armés et a fait voter de force l'Assemblée pour avoir leur accord quant à sa demande de candidature. Il a également changé certains membres de la Cour suprême. Pour autant la population le soutient à 86% et il a été réélu le 4 février 2024 pour un second mandat.

## Géopolitique

Sur un plan externe, le Salvador entend garder sa place centrale dans les affaires régionales. La promotion de l'intégration régionale est même sa ligne directrice<sup>9</sup>. Il est un des membres fondateurs de l'OEA (organisation des États américains) depuis 1948. San Salvador accueille le siège du SICA (Système d'intégration centraméricain) et entretient beaucoup de relations avec l'UE dans le cadre de ses aides au développement en Amérique latine.

L'État garde des relations privilégiées avec les États-Unis qui est son premier partenaire économique. Mais les Américains ont établi une liste de personnalités corrompues dans ce qu'ils appellent la Liste d'Engel<sup>10</sup>, qui touche aussi le

Nicaragua et depuis que le président Joe Biden est à la tête des États-Unis les relations faiblissent quelque peu, à l'avantage de la Chine.

En effet, le 20 août 2018 le Salvador a rompu ses relations diplomatiques avec Taïwan<sup>11</sup> et à reconnu officiellement la République Populaire de Chine<sup>12</sup>. Ainsi, durant la période du Covid-19, l'État du Salvador en difficulté a pu bénéficier de l'aide financière de la Chine, cette dernière ayant la volonté de renforcer sa présence en Amérique du Sud<sup>13</sup>.

Ce qui échauffe les tensions à la fois avec l'Amérique du Nord et les autres pays de l'isthme est le problème de la question migratoire. Il se trouve que le Salvador est un pays d'émigration structurelle avec une très, très grande diaspora, qui se retrouve essentiellement aux États-Unis. Mais l'État subit aussi les mouvements migratoires qui partent d'Amérique du Sud, remontent l'Amérique centrale pour atteindre l'Amérique du Nord. Ces mouvements entraînent avec eux des instabilités, tant politiques que sécuritaires et économiques. Les politiques instables des deux États voisins n'arrangent pas la situation.

Malgré tout, le Salvador, selon sa ligne directrice, travaille dans la perspective d'une union des États américains, ou tout du moins centraméricains et cette idée se retrouve dans ses prises de position dans les conflits mondiaux.

En ce qui concerne le conflit en Ukraine, comme nombre de ses voisins sud-américains, il a fait le choix de s'abstenir dans le vote pour condamner la Russie à l'Assemblée générale des Nations Unies, mettant en avant sa neutralité depuis la 1ère Guerre mondiale. Enfin, par rapport au conflit israélo-palestinien, le président, lui-même d'origine palestinienne, comme grand nombre de ses compatriotes car le Salvador concentre une grande diaspora palestinienne, a condamné les attaques du Hamas contre Israël<sup>14</sup> sans prendre pour autant le parti de l'État hébreu. La cause palestinienne a en Amérique latine un grand retentissement, au vu du nombre d'immigrants moyen-orientaux<sup>15</sup>.

## **Culture et société**

Au Salvador la violence est un réel enjeu : les gangs prennent d'assaut les villes et villages et font leur loi. Aussi appelés « mara », ces gangs armés ultra-violents

sont essentiellement constitués de jeunes de milieux défavorisés, ou expulsés des pays qu'ils ont tenté de rejoindre. Ces maras sont composées de centaines de « clicas » avec des territoires qui leur sont attribués. En Amérique centrale, on estime leur nombre à environ 100 000 et le Salvador en accueillerait environ 45 000<sup>16</sup>.

Les membres sont très jeunes, entre 10 et 14 ans à leur entrée avec une espérance de vie très faible, ils ne dépassent généralement pas les 30 ans. Les deux gangs les plus connus sont la Mara Salvatrucha (MS-13) et la Mara 18 (M18). Ces gangs se sont formés alors que les pays d'Amérique centrale sont en plein instabilité et en conflits armés. Ceux qui se réfugient aux États-Unis rencontrent des difficultés à s'intégrer et à trouver du travail et des gangs afro-américains, portoricains et mexicains les attaquent. Pour se défendre ils imitent leurs comportements et quand ils se font expulser par les États-Unis et qu'ils reviennent chez eux. La faiblesse des autorités leur donne l'opportunité de recréer ces gangs qui leur ont permis de se mettre en sécurité aux États-Unis. Leur développement a bondi très rapidement et a gangréné les pays de l'isthme.

La politique de guerre contre les gangs lancée par le président Bukele plaît donc aux habitants, même si le Salvador est le pays au monde avec le taux de détention le plus élevé (1 536 pour 100 000 habitants), c'est plus de 1% de la population qui est en prison<sup>17</sup>. Le centre de détention Tecoluca, aux dimensions gigantesques pour la taille du pays, a d'ailleurs été construit dans le but de pouvoir suivre les volontés politiques d'arrestations massives. Plusieurs enquêtes ont été menées pour évaluer la dignité des conditions d'enfermement des prisonniers. Plusieurs associations déplorent un manquement total aux droits humains, quand le commissaire aux droits de l'Homme du gouvernement, le Colombien Andrés Guzman et la procureur générale pour la défense des droits de l'Homme Raquel Caballero, tendent à dire qu'ils s'en sortent plutôt bien<sup>18</sup>.

Le 9 février 2024 un procès virtuel de 500 chefs du MS-13 a eu lieu, établissant des connexions avec plusieurs centres de détention à travers le pays<sup>19</sup>.

Pour contrer ce phénomène, les jeunes sont la cible d'organismes internationaux pour des missions culturelles. L'UNESCO a par exemple monté un programme de valorisation du patrimoine culturel immatériel en association avec la jeunesse

salvadorienne en juillet 2022<sup>20</sup>.

## Enjeux et perspectives

Tout l'enjeu pour le Salvador sera d'arriver à combiner politique sécuritaire et fermeté sans abandonner la démocratie pour laquelle le pays a largement souffert. Ce dont le président Bukele se targue d'être arrivé à faire, baisser la criminalité dans le pays, qui est un énorme premier pas, ne doit pas aboutir à des répressions et arrestations arbitraires ou à une dérive dictatoriale. Pour cela l'accent politique doit être mis sur les points sociaux importants, comme l'accès à l'éducation, le développement des infrastructures et l'économie, qui pourront aider à sortir la population d'une misère qui tire la jeunesse vers la violence.

Sur le plan géopolitique, le rapprochement du pays avec la Chine l'aidera peut-être à se détacher de cette dépendance qui la lie aux États-Unis, tant sur le plan économique que politique, mais cette nouvelle alliance est à observer attentivement. Enfin, les avis politiques des pays d'Amérique latine semblent converger sur certains points d'actualité internationale ce qui peut aider les États à consolider leurs relations autour d'intérêts communs.

Dune-Iris Frontin, chargée de veille Amérique latine

## Sources bibliographiques

Xavier RAUFER. **Géopolitique criminelle de l'Amérique centrale**. In *Diploweb.com*. Disponible sur : <https://www.diploweb.com/Geopolitique-criminelle-de-l.html>

BPI. **El Salvador : fiche pays décembre 2022**. In *BPI France*.

## Notes